

L'hon. Mitchell Sharp (président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, la question est basée sur une supposition fautive.

M. Baker (Grenville-Carleton): Monsieur l'Orateur, si une annonce à ce sujet doit être faite presque immédiatement, ce qui est fort possible, il conviendrait qu'elle soit faite à la Chambre. Ceci posé, contrairement aux dispositions de l'article 25 de la loi de 1970 sur l'organisation du gouvernement, il y a à présent plus de secrétaires parlementaires que de ministres, selon, du moins à notre connaissance, les listes établies en conformité avec l'article 4 de la loi sur les traitements. Le président du Conseil privé peut-il nous dire quel secrétaire parlementaire n'a pas reçu de traitement depuis la démission du député de Papineau ou qui devra rembourser le gouvernement?

Des voix: Oh, oh!

M. Sharp: Monsieur l'Orateur, je m'excuse, mais je n'ai pas entendu toute la question. Cependant, je signale à l'honorable représentant qu'il y aura une annonce cet après-midi au sujet d'un nouveau ministre de la Consommation.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

CUBA—DEMANDE DE DÉPÔT DE L'ACCORD RELATIF AUX AVIONS DC-8 ET À LA FORMATION DE PILOTES

M. Steven E. Paproski (Edmonton-Centre): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au très honorable premier ministre et découle de l'accord que Cuba a conclu avec Air Canada la semaine dernière au sujet des avions DC-8 et de la formation de pilotes et que, d'après ce que le premier ministre a déclaré le 31 mars, le gouvernement a modifiée. Déposera-t-il maintenant cette entente?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, Air Canada relève du ministre des Transports et il n'a pas l'habitude de déposer les contrats conclus avec toute société de la Couronne, mais je suis certain qu'il écoutera la question avec toute sa tolérance habituelle et un esprit ouvert.

M. Paproski: Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire s'adresse au ministre des Transports. Peut-il promettre qu'il indiquera à la Chambre les modalités de l'entente au sujet du nombre d'avions et de la formation des pilotes?

L'hon. Otto E. Lang (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je n'écoutais pas la première partie de la question, mais s'il s'agit de l'entente entre Air Canada et Cuba, j'essaierai certainement de déterminer s'il y a des problèmes à cet égard en ce qui concerne Air Canada. J'essaierai certainement de fournir ce renseignement au député.

Questions orales

● (1450)

CUBA—L'ENDROIT ET LA DATE DE LA PROTESTATION MINISTÉRIELLE CONTRE LA PRÉSENCE DE TROUPES CUBAINES EN ANGOLA

M. Steven E. Paproski (Edmonton-Centre): Monsieur l'Orateur, ma dernière question supplémentaire s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. En répondant à une question posée par le député de South Shore le 31 mars, le premier ministre avait déclaré que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures s'était publiquement opposé à la présence de troupes cubaines en Angola. Le ministre voudrait-il bien préciser où et quand cette opposition fut faite et pourrait-il en fournir le texte à la Chambre?

L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Eh bien, monsieur l'Orateur, c'était en janvier à Jérusalem. La date exacte m'échappe pour le moment.

* * *

LES FINANCES

L'ÉCART ENTRE LES PRÉVISIONS RELATIVES AU CHÔMAGE POUR LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS—DEMANDE D'EXPLICATIONS

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Étant donné que ce gouvernement trouve parfois pratique d'accuser les forces internationales, notamment celles des États-Unis, de ses échecs en matière économique, le ministre peut-il expliquer à la Chambre pourquoi ses prévisions en matière d'inflation pour l'année 1976 sont maintenant moitié plus importantes que celles communiquées par le département du Trésor américain et pourquoi les prévisions canadiennes en matière de chômage sont supérieures de 1 p. 100 à celles des États-Unis, alors qu'on s'attend à ce que la croissance réelle de l'économie canadienne soit inférieure de presque 2 p. 100 à celle des États-Unis?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances): Eh bien, monsieur l'Orateur, je rappellerai à l'honorable député que les États-Unis viennent de traverser une période de récession depuis 18 mois où l'économie a regressé de 6 p. 100. Si c'est là le type d'avenir économique qu'il préconise pour le Canada, je ne saurais partager son avis.

M. Stevens: Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire s'adresse également au ministre des Finances. Au sujet de ses commentaires sur la récession aux États-Unis, le ministre voudrait-il bien préciser s'il est conscient que l'écart entre le taux d'inflation au Canada et aux États-Unis est maintenant de 5 points et qu'il va s'élargissant. Cet écart est sans précédent dans l'histoire de ces deux pays. Pourrait-il expliquer, en plus de ce qu'il nous a déjà précisé, pourquoi les Américains sans aucune réglementation particulière semblent mieux contenir l'inflation que nous avec nos mesures de contrôle.

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur l'Orateur, j'aimerais seulement rappeler à l'honorable député que s'il préfère que le Canada connaisse un taux de chômage de 10 p. 100, comme ce fut le cas aux États-Unis pendant la récession, le taux d'inflation s'en trouvera certainement mieux.